

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 500 du 6.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

1-1 Virginia Tilley* : Les Bantoustans et la déclaration unilatérale d'indépendance de la « Palestine ».

1-2 Une nouvelle guerre israélienne, une réalité ou une simple menace en l'air ?

1-3 Pierre Barbancey : Israël joue l'obstruction.

1-4 Daniel Vanhove : Puisque ni Arafat, ni Abbas, ni Haniyeh ne conviennent... peut-être serait-il temps de tirer les conclusions.

1-5 Alain Gresh : « Sans conditions préalables »...

1-6 Myriam Abraham : Comment L'Union Européenne Récompense Israël Pour Ses Crimes De Guerre.

1-7 Chems Eddine Chitour : Palestine 2009 : Que reste-t-il de l'héritage symbolique de Yasser Arafat ?

1-7 Anas Fawzy : La leçon de Jérusalem.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Virginia Tilley* : Les Bantoustans et la déclaration unilatérale d'indépendance de la « Palestine »

La possible proclamation unilatérale de l'État palestinien par Mahmoud Abbas a été présentée dans les médias comme une tentative de dénouer le conflit israélo-palestinien en forçant la conclusion. Rien n'est moins vrai, souligne Virginia Tilley.

En réalité, le président de facto de l'Autorité palestinienne se propose de faire ce qu'Israël souhaite mais ne peut entreprendre : créer un bantoustan pour parachever le système d'apartheid.

L'Union européenne, les États-Unis et d'autres l'ont rejetée comme « prématurée », mais des soutiens proviennent de toutes les directions : journalistes, universitaires, militants d'ONG, leaders de la droite israélienne (voir plus loin). Le catalyseur semble être une expression finale de dégoût et de simple épuisement face au frauduleux « processus de paix » et l'argument ressemble à ceci : si nous ne pouvons pas obtenir un État par des négociations, nous allons tout simplement proclamer l'indépendance et laisser Israël face aux conséquences. Mais il n'est pas exagéré de proposer que cette idée, quoique bien intentionnée par certains, porte le danger le plus clair de toute l'histoire du mouvement national palestinien, menaçant d'emmurer les aspirations palestiniennes dans un cul-de-sac politique d'où elles pourraient ne jamais ressortir. L'ironie est en effet que, par cette manœuvre, l'AP s'empare - et même déclare comme un droit - précisément de la même formule sans issue que le Congrès National Africain (ANC) a combattu âprement pendant des décennies parce que la direction de l'ANC la voyait à juste titre comme désastreuse. Cette formule se résume en un mot : Bantoustan.

Il est de plus en plus dangereux pour le mouvement national palestinien de comprendre si vaguement les bantoustans sud-africains. Si les Palestiniens ont entendu parler des bantoustans, la plupart les imaginent comme des enclaves territoriales où les Sud-Africains noirs étaient forcés de résider, et puis, ils n'avaient pas de droits politiques et vivaient misérablement. Cette vision partielle est suggérée par les commentaires de Moustafa Barghouthi au Centre des médias Wattan de Ramallah, quand il a averti qu'Israël voulait confiner les Palestiniens dans des bantoustans, mais a ensuite plaidé pour une déclaration unilatérale d'indépendance palestinienne dans les frontières de 1967 - bien que les bantoustans aient été conçus précisément comme des « États » nominaux sans véritable souveraineté.

Les bantoustans de l'apartheid sud-africain n'étaient pas seulement des enclaves territoriales scellées pour les noirs. Ils étaient la « grande » formule ultime par laquelle le régime d'apartheid espérait survivre : c'est-à-dire, des États indépendants pour les sud-africains noirs qui —comme les stratèges blancs de l'apartheid le comprenaient et l'indiquaient parfaitement— résisteraient pour toujours au déni permanent de l'égalité des droits et des voix requis par la suprématie blanche en Afrique du Sud. Comme le concevaient les architectes de l'apartheid, les 10 bantoustans étaient conçus pour correspondre approximativement à certains des territoires historiques associés aux différents « peuples » noirs pour qu'on puisse les qualifier de Homelands. Ce terme officiel indiquait leur fonction idéologique : se manifester comme territoires nationaux et finalement comme États indépendants pour les différents « peuples » noirs africains (définis par le régime) et ainsi assurer un avenir heureux pour la suprématie blanche dans le Homeland « blanc » (le reste de l'Afrique du Sud). Ainsi l'objectif du transfert forcé de millions de noirs dans ces Homelands était couvert d'un vernis progressiste : 11 États vivant pacifiquement côte à côte (ça a l'air familier ?). L'idée était d'accorder d'abord « l'autonomie » aux Homelands quand ils atteignaient une capacité institutionnelle puis de récompenser ce processus en déclarant/accordant une souveraineté d'État. Le défi pour le gouvernement d'apartheid était alors de convaincre les élites noires « autonomes » d'accepter l'indépendance dans ces fictions territoriales et ainsi d'absoudre en permanence le gouvernement blanc de toute responsabilité sur les droits politiques des noirs. À cette fin, le régime d'apartheid a sélectionné et semé des « leaders » dans les Homelands, où ils ont immédiatement germé en une jolie récolte de compères (les arrivistes et profiteurs habituels) qui se sont encastrés dans les niches lucratives des privilèges financiers et des réseaux de copinage que le gouvernement blanc cultivait avec soin (ceci devrait aussi avoir l'air familier).

Il importait peu que les territoires des Homelands soient fragmentés en petits morceaux et manquent des ressources essentielles pour éviter de devenir des puisards de travail appauvri. En effet, la fragmentation territoriale des Homelands, bien qu'invalidante, ne comptait pas pour le Grand Apartheid. Les idéologues de l'apartheid expliquaient au monde entier qu'une fois que toutes ces « nations » vivraient en sécurité dans des États indépendants, les tensions se relâcheraient, le commerce et le développement seraient florissants, les noirs seraient affranchis et heureux, et la suprématie blanche deviendrait ainsi permanente et sûre.

La partie épineuse du plan était d'obtenir que même des élites noires entièrement choisies déclarent l'indépendance dans des territoires « nationaux » manquant manifestement de toute souveraineté significative sur les frontières, les ressources naturelles, le commerce, la sécurité, la politique étrangère, l'eau - à nouveau ça a l'air familier ? Seules les élites de quatre Homelands le firent, par des combinaisons de corruption, de menaces et d'autres « incitations ». Autrement, les noirs d'Afrique du Sud n'en voulurent pas et le monde rejeta le complot de A à Z. (Le seul État à reconnaître les Homelands fut le compagnon de route, Israël). Mais les Homelands servirent un but - ils déformèrent et divisèrent la politique noire, créèrent de terribles divisions internes, et coûtèrent des milliers de vies à l'ANC et aux autres factions qui les combattirent. Les derniers combats féroces de la lutte antiapartheid ont été dans les Homelands, laissant un héritage amer jusqu'à ce jour.

Si bien qu'actuellement l'ironie suprême pour les Palestiniens, c'est que la mission la plus urgente de l'apartheid en Afrique du Sud - obtenir que les peuples indigènes déclarent des indépendances dans des enclaves non-souveraines - s'est effondrée finalement avec la grande révolte des noirs qui a abattu l'apartheid avec elle, pourtant la direction palestinienne non seulement va directement dans le même piège, mais le revendique.

Les raisons pour lesquelles la direction de l'AP de Ramallah et d'autres veulent tomber dans cette trappe sont floues. Peut-être aiderait-elle les « pourparlers de paix » s'ils étaient redéfinis comme des négociations entre deux États au lieu de conditions préalables pour un État. Déclarer l'indépendance pourrait redéfinir l'occupation israélienne comme une invasion et légitimer la résistance ainsi que déclencher une intervention des Nations unies différente et plus efficace. Peut-être pourrait-elle donner aux Palestiniens un poids politique plus important sur la scène mondiale - ou au moins préserver l'existence de l'AP pour une autre année (misérable).

Les raisons pour lesquelles un coup d'œil rapide sur l'expérience sud-africaine des bantoustans n'a pas rapidement mis ces visions confuses en échec peuvent tenir en partie à deux différences clé qui brouillent la comparaison, parce qu'Israël a évité deux erreurs fatales qui ont contribué à faire échouer la stratégie sud-africaine des Homelands. Premièrement, Israël n'a pas fait l'erreur initiale sud-africaine de nommer des « leaders » pour diriger le « gouvernement intérimaire » du Homeland autonome palestinien. En Afrique du Sud, cette erreur initiale a rendu trop évidente que c'étaient des régimes fantoches, et a exposé l'illégitimité des territoires « nationaux » noirs, enclaves raciales artificielles. Ayant observé le ratage sud-africain, et ayant appris de son propre échec passé avec la Ligue des Villages et autres essais, Israël a plutôt travaillé avec les États-Unis pour concevoir le processus d'Oslo, non seulement pour remettre en place la direction exilée de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et son président Yasser Arafat sur les territoires mais aussi pour permettre à des « élections » (sous occupation) d'attribuer un vernis exaltant de légitimité à « l'autorité intérimaire autonome » palestinienne. Une des plus tristes tragédies du scénario actuel c'est qu'Israël ait si habilement tourné le noble désir de démocratie des Palestiniens de cette façon contre eux-mêmes- leur accordant l'illusion d'un vrai gouvernement démocratique autonome dans ce que tout le monde comprend maintenant qu'il a toujours été secrètement prévu pour être un Homeland.

Et maintenant Israël a trouvé un moyen d'éviter la deuxième erreur fatale de l'Afrique du Sud, qui fut de déclarer les Homelands noirs « États indépendants » dans des territoires non-souverains. En Afrique du Sud, ce stratagème est apparu au monde entier comme clairement raciste et a été universellement décrié. Il est évident que si Israël s'était dressé sur la scène internationale en disant « tel que vous êtes, vous êtes maintenant un État », les Palestiniens comme les autres auraient rejeté d'emblée la déclaration comme une farce cruelle. Mais obtenir des Palestiniens qu'ils déclarent l'indépendance eux-mêmes offre précisément à Israël l'issue qui a fait défaut au régime sud-africain : une acceptation volontaire par les indigènes de l'indépendance dans un territoire non-souverain sans capacité politique de changer ses limites territoriales ni aucun attribut essentiel d'existence - la pilule de la mort politique que l'apartheid sud-africain n'avait pas réussi à faire avaler par l'ANC.

Les réponses israéliennes ont été variées. Le gouvernement n'a pas l'air excité et a déclaré son « alarme », le ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman a menacé de représailles unilatérales (non spécifiées) et des représentants du gouvernement se sont envolés vers plusieurs capitales pour s'assurer du rejet international. Mais les protestations israéliennes pourraient aussi être trompeuses. Une tactique pourrait être de persuader les patriotes Palestiniens inquiets qu'une déclaration unilatérale d'indépendance pourrait ne pas être dans l'intérêt d'Israël, pour écarter une telle suspicion. Une autre est d'apaiser les protestations de cette partie de l'électorat obtus de droite du Likoud pour qui « État palestinien » est anathème. Une réaction plus honnête pourrait être le soutien de l'ancien du parti Kadima Shaul Mofaz, un faucon qu'on ne peut absolument pas imaginer favoriser un avenir palestinien stable et prospère. Les journalistes israéliens de droite oscillent entre des éditoriaux qui dénigrent ou qui rassurent, argumentant qu'une souveraineté unilatérale n'a pas d'importance parce qu'elle ne change rien (proche de la vérité). Par exemple le Premier ministre Benjamin Netanyahu a menacé unilatéralement annexer les blocs de colonies de Cisjordanie si l'AP déclare l'indépendance, mais Israël allait le faire de toute façon.

Dans le camp sioniste libéral, Yossi Sarid a chaleureusement approuvé le plan et Yossi Alpher l'a fait prudemment. Leurs écrits suggèrent la même frustration finale sur le « processus de paix » mais aussi l'admission que c'est peut-être le seul moyen de sauver le rêve de plus en plus fragile d'un sympathique État juif libéral démocratique. Ça ressemble aussi à quelque chose qui pourrait plaire aux Palestiniens - au moins assez pour que leurs histoires culpabilisantes d'expulsion et d'absence de patrie se libèrent de la conscience sioniste libérale. Les libéraux blancs bien intentionnés d'Afrique du Sud - oui, il y en avait aussi - brûlaient aussi des chandelles avec ferveur pour le système des Homelands noirs.

D'autres journalistes judiciaires ailleurs se lancent dans le soutien de l'indépendance unilatérale en avançant des comparaisons mal à propos —Géorgie, Kosovo, même Israël— comme « preuves » que c'est une bonne idée. Mais la Géorgie, le Kosovo et Israël avaient des profils complètement différents en politique internationale et des histoires complètement différentes de la Palestine et ces comparaisons sont de la paresse intellectuelle. La comparaison évidente est ailleurs et les leçons vont en direction opposée : pour un peuple faible et isolé, qui n'a jamais eu d'État et qui n'a pas d'allié international puissant, déclarer ou accepter une « indépendance » dans des enclaves non-contiguës et non-souveraines encerclées et contrôlées par une puissance nucléaire hostile ne peut que sceller son destin.

En fait, le plus bref examen devrait révéler instantanément qu'une déclaration unilatérale d'indépendance rendra l'impossible situation actuelle des Palestiniens permanente. Comme l'a décrit Mofaz, une déclaration unilatérale permettra aux pourparlers sur un « statut final » de se poursuivre. Ce qu'il n'a pas exprimé, c'est que ces pourparlers deviendront vraiment sans objet parce que l'avantage palestinien sera réduit à rien. Comme l'historien du Moyen-Orient Juan Cole l'a récemment fait remarquer, la dernière carte que peuvent faire jouer les Palestiniens - leur vraie demande à la conscience mondiale, la seule vraie menace qu'ils peuvent soulever face au statu quo israélien d'occupation et de colonisation, c'est leur caractère apatride. La direction de l'AP-Ramallah

a jeté toutes les autres cartes. Elle a étouffé les dissensions populaires, supprimé la résistance armée, confié l'autorité sur les questions vitales comme l'eau à des « comités mixtes » où Israël a un pouvoir de veto, attaqué sauvagement Hamas qui insistait à menacer les prérogatives d'Israël, et en général fait tout ce qu'il pouvait pour adoucir l'humeur de l'occupant, préserver le patronage international (argent et protection), et solliciter le retour promis (pourparlers ?) qui ne vient jamais. Il est de plus en plus évident pour quiconque observe ce scénario de l'extérieur - et pour beaucoup de l'intérieur - que ceci a toujours été une farce. Pour commencer, les puissances occidentales n'opèrent pas comme les régimes arabes : quand vous faites tout ce que l'Occident exige de vous, vous attendrez des faveurs en vain, parce que la puissance occidentale perd alors tout avantage à traiter encore avec vous et s'en va tout simplement.

Mais, plus important, la comparaison sud-africaine aide à éclairer pourquoi les projets ambitieux de pacification, de « construction d'institutions » et de développement économique dans lesquels l'AP de Ramallah et le Premier Ministre Salam Fayyad se sont embarqués de tout cœur ne sont pas vraiment des exercices de « construction d'État ». Ils imitent plutôt, avec une similitude et une logique effrayantes, les politiques et les étapes sud-africaines de construction des Bantoustans/Homelands. De fait, le projet de Fayyad de parvenir à la stabilité politique par le développement économique est le même processus qui fut formalisé ouvertement dans la politique sud-africaine des Homelands sous le slogan de « développement séparé ». Que dans des conditions aussi vulnérables aucun gouvernement ne peut avoir de pouvoir réel et que le « développement séparé » soit égal à dépendance extrême, vulnérabilité et dysfonctionnement permanents, voilà la leçon sud-africaine qui, dangereusement, n'a pas encore été apprise en Palestine - quoique tous les signaux soient là, comme Fayyad lui-même l'a admis à l'occasion avec de plus en plus de frustration. Mais déclarer l'indépendance ne résoudra le problème de la faiblesse palestinienne ; ça ne fera que la concrétiser.

Et puis, quand le « développement séparé » piétinera en Cisjordanie, comme il se doit, Israël fera face à une insurrection palestinienne. Alors Israël a besoin d'ancrer un dernier pilier pour assurer la souveraineté juive avant que ça ait lieu : déclarer un « État » palestinien et ainsi réduire le problème palestinien à une querelle de frontières entre parties supposément égales. Dans les coulisses de la Knesset, les architectes politiques de Kadima et les sionistes libéraux doivent maintenant retenir leur souffle, quand ils ne composent pas le flot de messages par voie détournée qui se déversent certainement sur Ramallah, encourageant ce pas en avant et promettant amitié, discussions privilégiées et grands avantages. Car ils connaissent tous l'enjeu, que toutes les pages d'opinion des grands media et les blogs académiques ont dits dernièrement : que la solution par deux États est morte et qu'Israël va faire face très bientôt à une lutte anti-apartheid qui détruira inévitablement le pouvoir d'État juif. Aussi une déclaration unilatérale de l'AP créant une solution en deux États malgré ses évidentes absurdités de Bantoustan est maintenant le seul moyen de préserver le pouvoir d'État juif, parce que c'est le seul moyen de faire dérailler le mouvement anti-apartheid qui annonce la condamnation d'Israël.

C'est parce qu'elle est si dangereuse que la comparaison avec les Bantoustans sud-africains a été négligée jusqu'à présent, traitée comme une question annexe, ou même comme une fascination exotique de spécialiste, par ceux qui se battent pour lever la famine à Gaza et humaniser le cruel système de murs et de barricades pour apporter les soins aux mourants. La soudaine initiative sérieuse de l'AP de Ramallah pour déclarer un État indépendant dans un territoire non-souverain doit certainement forcer à une compréhension collective nouvelle que c'est une question terriblement pragmatique. Il est temps de porter plus d'attention à ce que « Bantoustan » signifie vraiment. Le mouvement national palestinien ne peut qu'espérer que quelqu'un dans ses rangs entreprendra ce projet aussi sérieusement que ne l'a fait Israël, avant qu'il soit trop tard.

Virginia Tilley*

24 novembre 2009

Virginia Tilley

Virginia Tilley est professeur de science politique. Elle enseigne au Centre d'études politiques de Johannesburg (Afrique du Sud). Elle a publié The One-State Solution : A Breakthrough for Peace in the Israeli-Palestinian Deadlock [La Solution à un seul État : une brèche vers la paix dans le point mort israélo-palestinien] (University of Michigan Press and Manchester University Press, 2005).

Source : Réseau Voltaire

Par brigitte - Publié dans : Palestine-Gaza

Ecrire un commentaire - Recommander _

Mardi 24 novembre 2009

<http://www.soueix.info/>

1-2 Une nouvelle guerre israélienne, une réalité ou une simple menace en l'air ?

Les avis sont mitigés envers les nouvelles menaces proférées contre la bande de Gaza par des personnalités politiques et militaires israéliennes. Des analystes disent qu'en effet, les Israéliens préparent le terrain et l'opinion publique internationale pour une nouvelle agression contre la Bande. D'autres voient dans ces menaces une façon d'absorber les critiques faites, sur le niveau mondial, contre les occupants israéliens, notamment après la publication du rapport de Goldstone. Ces menaces font partie d'une guerre psychologique visant à mettre les habitants de la bande de Gaza sur le qui-vive et à leur faire perdre tout sentiment de sécurité.

Les déclarations et les menaces sionistes sont montées en puissance récemment, après la nouvelle répandue par les occupants prétendant que la résistance palestinienne possède des armes de qualité dont des roquettes pouvant toucher la ville de Tel Ar-Rabi (Tel-Aviv).

Gabi Ashkenazi, chef de l'état-major de l'armée israélienne, prend part dans l'affaire et ne se prive pas d'ajouter de l'huile sur le feu. Il dit que la prochaine guerre sera dans Bande où son armée sera « obligée » de combattre dans des quartiers résidentiels, près de mosquées et de maisons.

Sérieuses menaces

Mokhaymer Abu Saada, professeur en sciences politiques à l'université égyptienne d'Al-Azhar, dit qu'il faut prendre au sérieux les menaces profilées par les occupants israéliens. Il ne faut pas les prendre à la légère, surtout qu'on sait que Netanyahu et Liberman veulent absolument mettre en échec le mouvement de la résistance islamique Hamas. L'Entité sioniste veut à tout prix adresser une attaque, une guerre sans merci, dans le dessein de dire au peuple palestinien et à ses résistants qu'ils ne peuvent aucunement faire face aux Israéliens. Il faut alors, dit le professeur, que la résistance et le gouvernement palestiniens prennent toutes les mesures possibles afin de baisser l'étendue des pertes.

Dans une interview donnée au journal Al-Raï, Abu Mokhaymer dit que si les menaces israéliennes se vérifient, la guerre contre la Bande essaierait de ne prendre en cible les civils, rapport de Goldstone oblige. Il viserait surtout les chefs du mouvement du Hamas et la résistance palestinienne.

Et pour ce qui est de ces roquettes qui pourraient toucher plusieurs villes de l'Entité sioniste, Abu Saada croit que le directeur du service des renseignements de l'armée israélienne Amous Yedin a lancé une telle allégation simplement pour préparer l'opinion publique locale et internationale à une telle guerre contre Gaza.

En effet, Amous Yedin, directeur du service des renseignements de l'armée israélienne, avait prétendu que le mouvement du Hamas avait réussi l'expérimentation d'une roquette d'une portée de 60 kilomètres. Ainsi, elle pourrait atteindre la ville de Tel Ar-Rabi (Tel-Aviv), au centre des territoires palestiniens occupés en 1948.

Un état d'incertitude

Pour sa part, le penseur politique Tayssir Mhissin trouve que les menaces sionistes sont émises pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'Entité sioniste vit un état d'incertitude totale, aussi bien sur le niveau local qu'international. Il y a de fortes pressions sur elle afin qu'elle stoppe la colonisation en Cisjordanie. C'est une condition préalable à toute volonté de reprendre les négociations.

La deuxième affaire reste la volonté primordiale des Israéliens de mettre fin au projet nucléaire iranien. Ils veulent pousser la communauté internationale à travailler pour le déraciner, en lui faisant croire que le projet iranien pose un vrai danger non seulement à l'Entité sioniste, mais aussi à ses alliés. "Israël" voudrait se montrer comme quelqu'un en danger qui n'a aucun autre choix que de se défendre.

Troisièmement, sur le niveau international, dans une dizaine de pays du monde, des plaintes sont déposées contre les criminels de la dernière guerre israélienne menée contre Gaza. Le rapport de Goldstone y est pour quelque chose. "Israël" continue à proférer des menaces pour brouiller les pistes devant les Européens.

Tayssir Mhissin remarque que les menaces visent deux fronts : la bande de Gaza et le Hezbollah libanais, une guerre perpétuelle contre toute sorte de résistance. Cette fois, croit-il, la guerre serait militaire et non politique comme c'était le cas la dernière fois, le but ayant été d'éliminer le mouvement du Hamas. La prochaine fois, l'objectif serait de paralyser la puissance militaire de la bande de Gaza.

La prochaine guerre viserait la résistance palestinienne et toutes ses logistiques. Elle viserait tout ce qui pourrait aider la résistance : les tunnels et les bases d'entraînement. Les traîtres donneront à l'ennemi les renseignements nécessaires pour les découvrir. Les chefs de terrain seraient également visés. Tout est bon pour perturber la résistance palestinienne, de son intérieur. Ainsi, les occupants israéliens mettraient la main sur les règles du jeu de la guerre et éradiqueraient la résistance.

Et pour ce qui est des allégations visant à faire croire que la résistance possède des missiles anti-aériens et des roquettes pouvant atteindre la ville de Tel Ar-Rabi (Tel-Aviv), Tayssir Mhissin ne voit en elles que des excuses pour justifier sa prochaine guerre contre la bande de Gaza.

Des menaces médiatiques

Le spécialiste des affaires sionistes Saleh Al-Noami ne voit que des objectifs médiatiques, pour échapper aux conséquences du rapport de Goldstone.

"Israël" veut que le monde entier se concentre sur « l'axe de mal », en attirant son attention sur l'interception d'un bateau porteur d'armes. C'est pour cette raison qu'elle voudrait commencer une nouvelle guerre. Mais elle a déjà mené une guerre pour la même raison, en vain.

A cause du rapport de Goldstone et de ses conséquences, "Israël" mènerait sa prochaine guerre de côté de l'Iran et du Hezbollah.

Mais, toujours selon Saleh Al-Noami, les occupants israéliens pourraient entamer une guerre s'ils pouvaient localiser le soldat Shalit et le récupérer sain et sauf. Ils pourraient aussi mener leur guerre si les roquettes de la résistance palestinienne affluaient de façon intense. Ils pourraient le faire aussi si le président égyptien Mobarek disparaissait de la scène politique. Tout cela est au conditionnel.

Le gouvernement de Haniyeh

Pour sa part, le gouvernement de Haniyeh prend au sérieux les menaces sionistes de mener une nouvelle guerre contre la bande de Gaza. Elles sont sérieuses, ces menaces, surtout que le gouvernement israélien n'a réussi son coup dans sa dernière guerre. Il n'a pu en tirer aucun résultat stratégique.

Dr. Mohammed Awad, secrétaire général du conseil des ministres, dit que ces menaces reflètent l'entêtement du gouvernement israélien qui se voit au-dessus de toute loi. Au moment où l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies adopte le rapport de Goldstone, les chefs sionistes profèrent des menaces contre Gaza, le Sud du Liban et l'Iran.

Ces menaces reflètent un état de crise dans laquelle se trouve la direction militaire israélienne, après l'échec de deux guerres, une au Liban et une autre à Gaza. "Israël" a perdu sa puissance et ses chefs sont poursuivis. Puis les plans de « paix » sont dans des impasses et "Israël" n'a plus la patience d'attendre des solutions politiques au dossier iranien.

Le gouvernement palestinien de la bande de Gaza n'a rien pour faire face à une nouvelle guerre. La Bande n'a pas encore digéré les conséquences de la dernière guerre. Le blocus continue à faire le reste.

La chance du gouvernement palestinien reste le soutien international, islamique et arabe donné au peuple palestinien. Il y a aussi l'endurance du peuple palestinien et son soutien au gouvernement et à la résistance.

Le gouvernement palestinien travaille aussi avec la communauté internationale pour que les occupants israéliens ne mettent en exécution leurs menaces.

En tout cas, le gouvernement prendra toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour servir le peuple en temps de guerre comme en temps de paix.

26 Novembre

<http://www.palestine-info.cc>

http://www.alterinfo.net/Une-nouvelle-guerre-israelienne,-une-realite-ou-une-simple-menace-en-l-air_a39722.html?com#com_1074356

1-3 Pierre Barbancey : Israël joue l'obstruction.

Les pourparlers de paix apparaissent toujours plus bloqués au Proche-Orient à cause de l'attitude de Tel-Aviv qui use de ses soutiens pour conforter son refus d'accepter un gel préalable de la colonisation.

Analyse.

Le 11 novembre 2004, le leader historique palestinien, Yasser Arafat, décédait à Paris.

Cinq ans après – lui qui était accusé par les Israéliens d'être la raison du blocage du processus de paix –, rien n'a changé. L'occupation se poursuit, le mur se construit sur les terres palestiniennes, Gaza est sous blocus et en Cisjordanie, le nombre de checkpoints est toujours le même. Quant à la colonisation, elle se poursuit sans interruption, y compris à Jérusalem. Impossible pour les Palestiniens, dans ces conditions, de reprendre le chemin des négociations. Qu'y aurait-il en effet à négocier, sinon le fait accompli sur le terrain créé par la politique israélienne?

L'attitude de Washington reste la même

Ceux qui avaient mis quelques espoirs dans le changement d'administration américaine sont aujourd'hui obligés de constater que l'attitude de Washington reste la même. Barack Obama avait bien exigé d'Israël qu'il cesse la colonisation, mais si mollement que le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, ne s'est en rien senti obligé. Mieux, lors de sa récente tournée au Proche-Orient, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, s'est faite beaucoup plus conciliante. Lundi, à l'issue d'une rencontre entre Netanyahu et Obama, le secrétaire général de la Maison-Blanche, Rahm Emanuel, a dit que les pourparlers israélo-palestiniens devaient reprendre « sans conditions préalables ». Ce qui n'est rien d'autre que ce qu'a affirmé Netanyahu à Washington.

Mahmoud Abbas, fortement déstabilisé

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, fortement déstabilisé ces dernières semaines au sein de son propre camp, a – enfin – changé d'attitude et tente de reprendre la main. Il a même annoncé son intention de ne pas se présenter à l'élection présidentielle, prévue pour le mois de janvier prochain. Pour lui, « la reprise des pourparlers nécessite de la part du gouvernement israélien un engagement à respecter le cadre du processus de paix, qui comprend la suspension des activités de peuplement, y compris la croissance naturelle, et qui inclut Jérusalem ». Il a estimé que les résolutions de l'ONU adoptées ces dernières années, c'est-à-dire le retour aux frontières de 1967, constituaient un « cadre clair » pour la reprise de négociations. Il a accusé Israël de vouloir faire capoter une « solution à deux États », pourtant appuyée par la communauté internationale, en dressant des « obstacles » à un accord de paix. « En l'absence de tout cela, je ne peux être d'accord », a-t-il prévenu.

Pour les États-Unis, comme pour l'Union européenne, il s'agit de parvenir au déblocage de la situation, c'est-à-dire de reprendre le processus de paix afin de parvenir à une stabilisation de cette partie du monde, directement connectée à ce qui se passe en Irak, au Pakistan, en Afghanistan, et qui n'est pas sans lien avec le dossier iranien. Les Palestiniens réussissant à résister aux pressions américaines et européennes, il est difficile à Washington et à Bruxelles d'être plus conciliant avec Tel-Aviv. D'autant que l'opinion publique internationale est particulièrement échaudée par l'attitude israélienne.

Pierre Barbancey

Jeudi 12 novembre 2009

Journal L'Humanité

Publié le 13 novembre 2009 avec l'aimable autorisation de [L'Humanité](#)

Source : Le web de l'Humanité

<http://www.humanite.fr/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Pierre_Barbancey.121109.htm

1-4 Daniel Vanhove : Puisque ni Arafat, ni Abbas, ni Haniyeh ne conviennent... peut-être serait-il temps de tirer les conclusions.

Pour tout observateur attentif, rien de bien neuf dans les déclarations récentes de l'ensemble de la diplomatie occidentale à propos de la décision du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas de ne pas se représenter aux élections prochaines, prévues début 2010.

Chacun y est allé de sa petite intervention – jusqu'à Shimon Pérès ! – pour inviter l'intéressé à revoir sa position. Là où les représentants de nos divers gouvernements ont ignoré depuis des décennies, la détérioration toujours plus grave de la situation dans les Territoires occupés par Israël et tout particulièrement à Gaza, l'empressement à soutenir de manière presque unanime et encourager Mahmoud Abbas à se représenter à ces futures élections, devrait au minimum, nous interpeller.

En effet, comment comprendre que pendant des années, nos élus et leurs médias serviles n'ont cessé de mettre en exergue la corruption endémique et généralisée de l'appareil étatique palestinien jusqu'à son sommet ; n'ont cessé d'abandonner les leaders palestiniens à leur funeste sort ; n'ont cessé d'ignorer les multiples compromis acceptés par une population étranglée ; n'ont cessé d'encourager et soutenir les initiatives israéliennes de tous genres, y compris dans le laisser-faire du Mur d'apartheid, dans l'alliance du gouvernement avec l'extrême-droite, dans le blocus assasin de la Bande de Gaza, dans l'emprisonnement de parlementaires et de mineurs, dans la non-application des résolutions des Nations-unies et le non-respect du Droit international et humanitaire, etc... et d'assister au revirement soudain de ces mêmes élus trouvant aujourd'hui toutes les qualités à Mahmoud Abbas, pour qu'il reste à la tête d'un hypothétique Etat ? Comment comprendre une telle attitude, sinon que l'homme de l'ombre, le pâle représentant des Palestiniens, celui-là même qui parfois s'accrochait au cou d'Ehud Olmert pour l'embrasser est tellement consensuel, tellement faible qu'il convient parfaitement aux interlocuteurs israéliens en premier lieu et par ricochet à tous ceux qui soutiennent activement Israël dans la poursuite de sa politique profondément injuste, hors-la-loi et criminelle ?

A l'heure où Mahmoud Abbas se dirige peut-être vers la décision politique la plus courageuse de sa carrière, c'est la panique dans les chancelleries. Perdre un tel interlocuteur s'avère sans doute perdre un allié bien utile et fort peu encombrant. La décision est même interprétée par certains comme une manœuvre tactique visant à le rendre incontournable, indispensable, quelques mois avant les élections, lui assurant ainsi la certitude d'une réélection aisée et massivement soutenue de l'extérieur. Et puis, qui donc pourrait remplacer cet évanescent papy, si peu vindicatif, si peu déterminé, si policé et si soumis aux dictats qui lui sont imposés ! ? A 74 ans, la retraite volontaire de celui-là même qui fut l'un des artisans des moribonds Accords d'Oslo ne semble pas recevoir l'aval de ses interlocuteurs étrangers qui n'osent imaginer devoir faire face à un nouveau candidat dont on ne connaît pas encore le nom, ni la tête, et moins encore les intentions. Diable, que nous préparent encore ces imprévisibles insoumis !?...

Or, pour la population palestinienne qui a tout enduré depuis plus de soixante ans sans percevoir la moindre lueur dans l'avènement de son Etat, ces prochaines élections ne sont-elles pas une opportunité de faire table rase de tout ce qui a manifestement échoué ? Et d'en tirer les conclusions ? Puisque rien ni personne ne semble jamais convenir aux différents gouvernements israéliens : ni Yasser Arafat qui était trop ceci, ni Mahmoud Abbas qui est trop cela, ni Ismaïl Haniyeh qui n'est ni ceci ni cela tout en même temps ; qu'ils volent, pillent, emprisonnent et massacrent toujours plus leurs voisins au fil des ans ; qu'ils refusent obstinément l'arrêt de la colonisation et par leur comportement affichent une arrogance peu commune, peut-être est-ce le moment de remettre en cause le partage-même de ce qui fut décidé sans l'avis des premiers concernés, en 1947... et de dénoncer la solution choisie par les Etats dits démocratiques qui leur fut imposée, la déclarant caduque et impossible à réaliser de par l'intransigeance coloniale israélienne...

Et peut-être dans la foulée conviendrait-il de rappeler que finalement, le problème des pogroms puis du génocide des juifs pendant la dernière guerre mondiale était bien un problème européen qui ne concernait pas le Proche-Orient où ils vivaient tranquilles. Problème qui dès lors, ne devrait pas trouver sa solution sur le dos des Palestiniens qui aujourd'hui continuent à payer notre ardoise ! Et de suggérer aux Européens et leurs alliés de trouver sur leurs terres, un endroit pour l'établissement de l'Etat « *juif* » d'Israël. Ce sera l'occasion de voir si leur détermination au soutien d'un tel Etat déguisé en démocratie sera toujours aussi appuyée et inconditionnelle... Ainsi, voilà bientôt deux ans, je proposais dans La Démocratie Mensonge, une solution à la question israélo-palestinienne, sous forme de « *pensées interdites* » :

« (...) Si l'on regarde l'Histoire humaine, rien n'y est jamais définitif. Tout est, là également, en constante évolution. Et tout particulièrement, les frontières délimitant les limites de tel ou tel pays. Il n'est qu'à jeter un œil sur les cartes géographiques d'antan. Celles d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec celles d'hier ou d'avant hier. Et ne sont probablement pas à l'image de celles de demain. Transformées elles aussi, par la conjonction des forces qui les (re)dessinent. Et dans ce cas-là, les forces en question sont la volonté et les décisions des hommes et des femmes qui peuplent le monde et ses régions, et en modèlent, en modifient ses étendues et ses limites. Il ne faut pas remonter bien loin dans le passé pour en avoir des exemples : que ce soit en ex-URSS, en ex-Yougoslavie, en ex-Tchécoslovaquie pour ne parler que d'une Europe qui n'a de cesse de se redessiner, les récentes nouvelles frontières sont nombreuses. Et ne sont certainement pas définitives. Dans quelque temps, qu'advient-il du Kosovo, du Monténégro, de l'îlot russe de Kaliningrad enclavé en pays baltes eux-mêmes rattachés à l'Union européenne, du Kurdistan inscrit sur plusieurs pays, du Sahara occidental, ou du Tibet, ... ? Bien malin qui pourrait en dessiner aujourd'hui les futures frontières.

Mais l'observation des faits scientifiques nous a appris aussi autre chose, d'essentiel : dans son évolution, l'univers a horreur du gaspillage d'énergie, étant entendu que rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Pour une fois, essayons donc d'en tirer les leçons et de nous les appliquer.

Il n'y a pas si longtemps, au moment où quelques responsables juifs réclamaient une terre pour accueillir leur projet de foyer national, étaient envisagées trois éventualités : la Palestine, l'Argentine et l'Ouganda. Le choix s'est porté sur la Palestine, pour diverses raisons dont celle d'un retour à la Terre Promise... cette fadaise ! Aujourd'hui, plutôt que de continuer dans cette option qui paraît sans issue, dans cette obsession sanglante et meurtrière d'imposer les frontières du jeune Etat d'Israël au cœur de la Palestine historique dont les habitants n'ont jamais eu leur mot à dire sur cette décision, et d'en payer le prix le plus fort depuis 60 ans, pourquoi ne pas envisager une quatrième voie, plus économe à tout point de vue ? En outre, dans l'esprit de la « globalisation » où tout est bon à n'importe quelle entreprise pour améliorer ses marges bénéficiaires par l'entremise de la délocalisation, l'idée s'inscrit tout à fait dans l'air du temps...

De toutes les manières, plus les années passent, plus la domination d'Israël sur la région semble comptée. Depuis 1967, à l'inverse de ce qui apparaît au premier coup d'œil, l'Etat israélien a perdu une partie du terrain volé à ses voisins. Il a rétrocédé le Sinaï à l'Egypte, a quitté la majeure partie du Sud Liban, s'est retiré de Gaza, et devra tôt ou tard négocier le Golan syrien... avant d'entamer des pourparlers au sujet des nombreuses colonies implantées en Cisjordanie dont on sait que toutes sont illégales.

Son recours à une oppression féroce sur ce qui lui reste en est d'autant plus brutale : les Palestiniens en font les frais chaque jour... avant, sans doute, l'implosion de l'Etat israélien sous sa forme actuelle, condamné à disparaître par la définition même de ses statuts racistes et de ses pratiques d'apartheid impossibles à perpétuer éternellement dans un monde qui prône la « démocratie » comme modèle...

L'Algérie a résisté pendant plus de 130 ans à l'occupation française... Même dans un infernal quotidien, les Palestiniens savent avoir encore du temps devant eux... et il est fort improbable que les pays arabes voisins acceptent la disparition du 3ème lieu saint de l'Islam à Jérusalem, au seul profit du judaïsme...

Ainsi, puisqu'il est établi que les Etats-Unis soutiennent inconditionnellement et, envers et contre tout, le gouvernement et le peuple israéliens, pourquoi ne pas offrir à ces derniers, l'un des plus grands espaces qui soit – la superficie des USA est de 9.630.000 km² et celle d'Israël de 20.770 km², soit moins de 0,25 % du territoire américain – en leur permettant d'y édifier leur Etat ?

Les espaces désertiques ne manquent pas dans le Sud-Ouest des USA et quelques grands déserts pourraient bien accueillir ceux qui semblent avoir un penchant atavique pour la chose.

Avec les techniques actuelles, nul doute qu'il soit possible de déménager les quelques vieilles pierres restantes du Mur des Lamentations... Et si vraiment cela ne pouvait être envisagé par crainte de dommages irréversibles au site historique, ou par respect pour ceux qui désireraient rester à Jérusalem, ainsi que pour le tourisme qui retrouverait-là son affluence d'antan, on pourrait assurément compter sur les techniciens d'Hollywood pour effectuer de parfaits décors de la Ville Sainte, plus vrais que nature ! Et pourquoi pas, envisager jusqu'à la reconstruction totale du Temple de Salomon qui trônerait alors, dans toute sa splendeur, au centre d'une nouvelle capitale, baptisée New-Jerusalem !?

Ce serait tout avantage pour les Israéliens : ils ne seraient pas trop dépaysés par l'environnement naturel ; seraient directement sous l'aile protectrice et satellitaire de leur bienfaiteur ; ne devraient plus utiliser leur argutie habituelle de peurs paranoïaques alimentées par la présence d'Arabes et de musulmans innombrables à leurs frontières ; n'auraient plus besoin d'un budget militaire exponentiel pour garantir la paix avec leurs voisins, ce qui leur permettrait de se pencher sur le problème réel de la pauvreté dans le pays ; n'auraient plus à vivre en état de stress permanent parce qu'ils seraient mieux abrités d'éventuelles attaques suicides ; pourraient se livrer sans limite à leur occupation favorite, à savoir, l'extension de leur territoire, etc... Le colossal budget militaire ainsi économisé pourrait servir à édifier très rapidement les infrastructures modernes dont ils bénéficient aujourd'hui, et pourrait en outre être consacré aux soins psychologiques indispensables pour soigner les nombreuses névroses d'une grande majorité de citoyens. Enfin, comble de bonheur, ils seraient proches du Saint des Saints puisque le souffle divin traverse aussi le Président yankee [à l'époque du président Bush- ndlr], qui conduit désormais le monde de vision en vision... Comme on peut le voir, là également, point de dépassement...

La région du Moyen-Orient serait finalement libérée de l'une de ses tensions majeures. La Communauté internationale serait définitivement débarrassée de l'un de ses plus épineux problèmes puisque le cas échéant, tout problème israélien deviendrait interne aux Etats-Unis. Là également, que d'économies d'argent et d'énergie ! Le calme reviendrait sans doute dans l'ensemble de la région. Ainsi peut-être que sur les cours pétroliers. Le nouveau Moyen-Orient ainsi reconstitué pourrait être sécurisé d'Est en Ouest et du Nord au Sud et nettoyé de tout danger nucléaire, y compris en Iran. Et les peuples libérés pourraient enfin se consacrer à l'essentiel. Ce qui au vu des dégâts à tous niveaux, éliminerait le chômage et assurerait du travail pour tous, pendant des décennies entières. Nous serions en Europe, soulagés des interventions indigestes des prétentieux de salons, politologues incompetents, journalistes verbeux, « spécialistes » pédants, etc... Et chacun de nous pourrait en définitive, consacrer son temps à autre chose.

Quand on voit les milliards engloutis, dans la conquête spatiale pour les armes sophistiquées des uns, dans la reconstruction et l'aide humanitaire sans fin des autres, sans compter les coûts indécentes d'une diplomatie inopérante de tous, en termes strictement économiques, l'impact d'un tel plan serait i-ni-ma-gi-na-ble ! Au lieu d'entraîner les forces vives du pays dans leurs guerres ruineuses, les Etats-Unis pourraient booster leur économie de façon vertigineuse. Les places boursières s'envoleraient. Et leur image extérieure retrouverait une blancheur (presque) immaculée.

Plutôt que de renouveler sans cesse des promesses jamais tenues à propos d'un futur Etat palestinien, celui-ci pourrait éclore dans ses limites historiques, et la place libérée par une partie de la communauté juive permettrait d'y accueillir tous les réfugiés entassés dans les pays voisins qui, eux aussi, seraient débarrassés d'un douloureux problème à l'intérieur de leurs frontières... Tous les Israéliens, juifs ou non, qui le désirent pourraient rester en Palestine et cohabiter sereinement avec leurs compatriotes arabes, musulmans, chrétiens ou laïcs, comme c'était le cas par le passé, ainsi que dans nombre de pays de par le monde.

De son côté, le nouvel Israël pourrait négocier son rattachement comme 51ème Etat aux cinquante actuels qui forment les Etats-Unis d'Amérique. Il serait ainsi, enfin reconnu par toutes les Nations, y compris par les Etats arabes les plus réticents, dans son « droit d'exister »...

L'ensemble des anciennes Résolutions des Nations Unies seraient déclarées caduques et une nouvelle ère de réelle prospérité s'ouvrirait pour chacun. Bref, ce serait la paix pour tous, dans le meilleur des mondes... Cela s'avèrerait une véritable manne céleste, proche du miracle... Mais, quoi de plus naturel, pour le peuple élu dont les plus convaincus n'ont de cesse de répéter qu'ils sont en dialogue direct avec Dieu !? (...) »

Daniel Vanhove –

18.11.09

Daniel Vanhove : Observateur civil – Membre du MCP (Mouvement Citoyen Palestine)

La Démocratie Mensonge – 2008 – Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Puisque-ni-Arafat-ni-Abbas-ni-Haniyeh-ne-conviennent-peut-etre-serait-il-temps-de-tirer-les-conclusions.html>

1-5 Alain Gresh : « Sans conditions préalables »...

Pendant quelques jours, la nouvelle a fait la Une de l'actualité au Proche-Orient. Elle aurait même été, selon la presse, au centre des entretiens entre les présidents Sarkozy et Assad le 13 novembre : le premier ministre israélien Netanyahu serait prêt à reprendre sans conditions préalables les négociations avec Damas. Il l'a affirmé au président Sarkozy lors de la rencontre entre les deux hommes le 11 novembre. Selon certaines informations, il aurait même remis au président français une lettre en ce sens. Au moment où le dossier palestinien est au point mort, ne serait-ce pas une avancée significative ?

D'autre part, selon le quotidien Haaretz du 12 novembre, le président Sarkozy aurait téléphoné à Mahmoud Abbas durant sa rencontre avec Netanyahu pour lui demander de répondre positivement à l'offre israélienne de reprise des négociations sans conditions préalables...

Selon Dan Margalit, dans le quotidien israélien Israel Hayom (12 novembre), Netanyahu aurait accompagné son message au président syrien sur la reprise des négociations d'un deuxième message, plus menaçant : Israël ne peut rester encore longtemps passif face au flot d'armes livrées au Hezbollah. Le quotidien Yedioth Ahronoth, pour sa part, publie des informations sur les capacités du Hezbollah à récolter des informations sur l'armée israélienne et à suivre à la trace à la fois les drones qui survolent le territoire libanais et les soldats qui patrouillent le long de la frontière.

Promesses de paix d'un côté, menaces de l'autre ?

En réalité, et malgré ce qui semble ressortir de nombreux commentaires de presse français, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Les gouvernements israéliens successifs ont toujours été prêts à négocier, à rencontrer tel ou tel leader arabe. A une seule condition, si l'on peut dire : c'est qu'il n'y ait aucune condition. Cette mention (« sans conditions préalables ») n'a qu'une signification : le refus israélien du droit international comme base de négociations...

Prenons un exemple pour être clair. En 1990, l'Irak envahit le Koweït, la famille royale s'enfuit. Quelle aurait été la réaction internationale si Saddam Hussein avait annoncé qu'il était prêt à négocier sans conditions préalables avec la dynastie Al-Sabah ? Tout le monde aurait compris que c'était une manœuvre et que, compte tenu des rapports de force, ces négociations, si elles avaient eu lieu, n'auraient pu déboucher sur aucun accord.

Lors de la conférence d'Annapolis de novembre 2007, bien oubliée malgré les « espoirs » qu'elle avait suscités dans les médias, une déclaration israélo-palestinienne avait été adoptée. J'expliquais alors : « Le plus inquiétant dans la déclaration commune, c'est l'absence de toute base juridique ou légale aux négociations. Il n'y a aucune référence au droit international, ni même à la résolution 242 du Conseil de sécurité et à l'idée d'échange de la paix contre les territoires. Les deux parties s'engagent à "des négociations bilatérales en toute bonne foi". En toute bonne foi ? Mais que signifie ce terme ? Ehoud Olmert pense, "en toute bonne foi", que Jérusalem, y compris sa partie arabe conquise en 1967, est "territoire israélien" ; il pense "en toute bonne foi" que les grands blocs de colonies doivent être annexés à Israël. Il pense aussi, "en toute bonne foi", que la sécurité des Israéliens est plus importante que celle des Palestiniens. »

Aujourd'hui, Netanyahu pense, « en toute bonne foi », que la Cisjordanie est une partie d'Ertez-Israël et que les Palestiniens devraient émigrer dans un des multiples pays arabes. Il pense, « en toute bonne foi », que le Golan est essentiel à la sécurité d'Israël et qu'on ne peut s'en retirer.

Cela fait des années maintenant que les négociations entre Israéliens et Palestiniens sont dans l'impasse. Il existe un « processus », mais sûrement pas de paix. L'Autorité palestinienne a décidé de ne pas reprendre les négociations sans gel total de la colonisation. Mais, même dans ce cas, sur quelles bases reprendraient les négociations ? Quelles chances auraient-elles d'aboutir alors que le gouvernement israélien refuse la mise en œuvre du droit international, des résolutions de l'ONU ?

Lors d'une rencontre avec journalistes et intellectuels le 13 novembre, le président Assad est revenu sur la question des colonies. Il a souligné que l'arrêt de leur construction était « un pas positif mais sûrement pas final ». La question fondamentale était le contenu des négociations, et donc le retrait israélien des territoires occupés en 1967. La Syrie a toujours mis une condition à des négociations directes : l'acceptation par Israël du principe du retrait sur la ligne du 4 juin 1967. C'est parce qu'Itzhak Rabin avait accepté ce principe en 1994 que des négociations directes s'étaient déroulées entre les deux pays (« Quand Israël et la Syrie étaient au bord de la paix »). En 2007, des négociations indirectes avaient repris sous l'égide de la Turquie avec le gouvernement d'Ehoud Olmert (« Le nucléaire, la Syrie et Israël ») ; Damas demandait, pour passer au stade des négociations directes, qu'Olmert confirme l'engagement de Rabin. La situation n'a pas changé depuis l'arrivée de Netanyahou : si Israël souhaite des négociations directes, il faut accepter l'engagement de Rabin. La Turquie a confirmé qu'elle était prête à poursuivre sa médiation. Et le président Assad a demandé à la France de faire pression en ce sens. Ajoutant, avec un rien de perfidie, que puisque Sarkozy se targuait de ses bonnes relations avec Netanyahou, cela ne devait pas être impossible.

Un sujet sur lequel les bonnes relations entre Netanyahou et Olmert n'ont pas de conséquence, c'est celui de Salah Hamouri, citoyen franco-palestinien emprisonné depuis quatre ans en Israël, alors qu'il est pourtant « libérable » (« Le scandale Salah Hamouri »). Profitons-en pour saluer le courage du comédien François Cluzet, qui, lors de la présentation de son film sur France 2, a évoqué le cas de Hamouri, cas que le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale Jean-François Copé, présent sur le plateau, affirmait ignorer totalement. Profitez-en pour aller voir le film A l'origine, où joue Cluzet : un excellent film social.

Alain Gresh

14-11

Source : Les blogs du Diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Alain_Gresh.141109.htm

1-6 Myriam Abraham : Comment L'Union Européenne Récompense Israël Pour Ses Crimes De Guerre.

En supprimant les taxes sur les produits alimentaires manufacturés importés d'Israël dans l'UE à compter du 1er Janvier 2010. Plus que jamais, Boycott des produits israéliens !

Suite à un nouvel accord portant sur le commerce des produits agricoles manufacturés signé entre l'UE et Israël, chocolats, pâtisseries, café, jus de fruits concentrés, gaufrettes, salades fraîches, et autres produits alimentaires exportés dans l'UE bénéficieront d'exemptions de taxes à compter du 1er Janvier 2010.

Comme l'a clairement montré le Rapport Goldstone, Israël a commis lors de son opération Plomb Durci à Gaza l'hiver dernier des crimes de guerre.

L'Union Européenne, bafouant ses propres règles sur le respect des droits de l'homme en matière d'association commerciale, vient de donner le feu vert pour l'importation de ces produits agro alimentaires israéliens exemptés de taxes.

Une récompense en quelque sorte pour les crimes de guerre sionistes commis sur la population palestinienne de Gaza?!

Cette exemption de taxes est le résultat d'un nouvel accord de commerce sur les produits agricoles transformés signé le weekend dernier à Bruxelles en présence de l'ambassadeur d'Israël auprès de l'UE, Ran Curiel, et de l'ambassadeur de Suède qui préside actuellement l'UE.

Le marché européen est le principal marché pour Israël en ce qui concerne le commerce de produits agricoles manufacturés. 44% des exportations israéliennes de ces produits se font avec les pays de l'Union européenne, Israël important 50% de ses produits alimentaires de l'UE.

Actuellement, on estime à 650 millions le chiffre des exportations israéliennes de produits alimentaires transformés en direction de l'UE. Cet accord va libéraliser 95% du commerce de ces produits et donc augmenter de manière significative la compétitivité de l'industrie agro alimentaire israélienne dans le domaine des exportations dans l'UE.

Plus que jamais c'est du devoir de la société civile, face à la défaillance lamentable politico éthique des responsables politiques de ce « machin » qu'est l'Union Européenne – y compris le parlement européen - d'agir en boycottant TOUS les produits israéliens. Un certain nombre de ces produits étiquetés « made in Israël » sont en fait partiellement ou totalement fabriqués dans les colonies de Cisjordanie occupée.

Face à cette décision honteuse et dégradante pour l'UE, résultat de l'action du puissant Lobby Sioniste à Bruxelles, une seule réponse :

BOYCOTT

Pour les actions de boycott consulter les sites :

[ISM France](#)

[EuroPalestine](#)

Jeudi 19 Novembre 2009

http://www.planetenonviolence.org/Comment-L-Union-Europeenne-Recompense-Israel-Pour-Ses-Crimes-De-Guerre_a2058.html

1-7 Chems Eddine Chitour : Palestine 2009 : Que reste-t-il de l'héritage symbolique de Yasser Arafat ?

«On pense parfois que la guerre menée par l'armée israélienne contre le peuple palestinien est compliquée et sans solution. Ce n'est pas vrai. Dans cette guerre, il y a un occupant et un occupé. (...) Tout a commencé avec un mensonge historique: la Palestine n'était pas «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Un peuple vivait là et il n'est pas parti de son plein gré. Il a été expulsé en 1948 et c'est aujourd'hui en grande partie un peuple de réfugiés.»

Pierre Stambul (Site de l'UJFP/ Site Altermonde -le village)

Il y a cinq ans disparaissait un des hommes qui a marqué la cause des opprimés. A sa façon, Arafat a incarné la résistance, la diplomatie, la tempérance et le refus du fait accompli. Comme De Gaulle qui a refusé l'ordre hitlérien, il a refusé l'ordre israélien. Pendant plus d'un demi-siècle, il lutta avec toutes les armes possibles. Comme Che Guevara, il a pris les armes. Son keffieh, symbole de l'identité palestinienne, est passé à la postérité, le porter est un signe de reconnaissance de cette cause.

Petit rappel : qui est Arafat ? Yasser Arafat, est né le 24 août 1929 dans la ville du Caire et décédé le 11 novembre 2004 à Clamart en France, de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qudwa al-Husseini, dirigeant du Fatah puis également de l'Organisation de libération de la Palestine. À partir de 2001, après l'échec du sommet de Taba et le déclenchement de la Seconde Intifada, il perd progressivement de son crédit auprès d'une partie de son peuple qui lui reproche la corruption de son Autorité. Il se retrouve isolé sur la scène internationale tandis que les Israéliens élisent Ariel Sharon au poste de Premier ministre de l'État d'Israël, amenant un durcissement de la position israélienne vis-à-vis du dirigeant palestinien contraint à ne plus quitter Ramallah. Cet isolement n'est rompu qu'à la veille de sa mort, quand il est emmené d'urgence à Clamart, en région parisienne, où il décède en 2004.

La guerre des Six-Jours change la donne géopolitique au Proche-Orient et constitue le véritable point de départ de la « carrière » de Yasser Arafat. Le 17 juillet 1968, la charte de l'OLP est modifiée avec l'ajout de 7 nouveaux articles suite à la guerre de 1967 et devient la Charte nationale palestinienne, adoptée au Caire qui déclare le territoire de la Palestine mandataire comme « indivisible » et comme la « patrie du peuple arabe palestinien ». Cette charte est considérée par les Israéliens comme une véritable déclaration de guerre, car elle définit le but de l'organisation dans l'anéantissement de l'État d'Israël par la lutte armée en lui niant toute légitimité d'existence. En septembre 1970, chassé de Jordanie par les troupes du roi Hussein de Jordanie, Arafat s'établit au Liban.

L'armée libanaise tente en 1969 de reprendre le contrôle des camps, mais elle est trop faible. Le sommet arabe organisé à Alger en novembre 1973 admet implicitement l'idée d'une démarche progressive vis-à-vis d'Israël, en évoquant la libération prioritaire des territoires occupés en 1967. Le 14 mai, l'ONU reconnaît l'OLP par 105 voix contre 4 comme représentant du peuple palestinien. Le 13 novembre 1974, Yasser Arafat fait un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il y défend l'idée d'un État unique démocratique où vivraient chrétiens, juifs et musulmans. (1)

En 1982, en pleine guerre du Liban, Arafat échappe à la mort en quittant de justesse un immeuble réduit à terre par une bombe israélienne. Il est forcé de quitter Beyrouth, assiégée par l'armée israélienne, le 30 août 1982, à bord d'un navire vers la Grèce puis la Tunisie, ce qui désorganise, en partie ses rentrées financières. Un an après, Arafat revient à Tripoli au Liban. Dès le mois de septembre, les partisans de Arafat sont repoussés par des dissidents de l'OLP. Arafat et 4000 de ses partisans quittent Tripoli sur des bâtiments grecs protégés par la marine française. Il installe son quartier général à Tunis. Arafat évite la mort le 1er octobre 1985 lorsqu'un avion de chasse israélien F-15 bombarde le siège de l'OLP à Tunis où devait se tenir un meeting entre les dirigeants du mouvement, meeting auquel Arafat arrive en retard. (1)

En 1988, la première Intifada, ou « révolte des pierres », éclate en Cisjordanie et sur la Bande de Ghaza. Le 13 décembre 1988, devant l'Assemblée générale des Nations unies à Genève, Arafat en appelle à une résolution pacifique du conflit israélo-arabe sur base des résolutions 181, 242 et 338 et rappelle le rejet par le Conseil national palestinien et par l'OLP de toute forme de terrorisme. Le 13 septembre 1993, la Déclaration de Principes dite « Accords d'Oslo », est signée à la Maison-Blanche sous l'égide du président Bill Clinton. Le monde entier retient la poignée de main historique échangée entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. L'accord dit « Oslo II », conclu en septembre 1995, permet la tenue d'élections générales en janvier 1996. Arafat est élu le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin est assassiné lors d'une assemblée pour la paix à Tel Aviv. (1)

En juillet 2000, le sommet de Camp David entre Yasser Arafat et Ehud Barak évoque la reconnaissance d'un État palestinien. Il achoppe néanmoins sur de nombreux points. La seconde Intifada est initiée en septembre 2000, à la suite de l'échec des discussions israélo-palestiniennes : La visite du parlementaire du Likoud, Ariel Sharon, sur l'Esplanade des mosquées/Mont du Temple est vécue par eux comme une provocation. En février 2001, Ariel Sharon est élu Premier ministre tandis qu'aux États-Unis, George W. Bush est élu président. Ariel Sharon ne cherche pas à poursuivre les négociations avec Yasser Arafat qu'il ne juge pas comme un interlocuteur valable. Les attentats du 11 septembre 2001 précipitent les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme ». Sharon, qui avait juré en 1982 de tuer Arafat, déclare : « Nous aussi avons notre Ben Laden. » Yasser Arafat va passer les dernières années de sa vie enfermé dans la Mouqataâ, son QG de Ramallah, encerclée par les forces israéliennes. L'Union européenne exige de Yasser Arafat une dénonciation catégorique et « en langue arabe » du terrorisme, ce qu'il fait le 16 décembre 2001. (1)

En vertu des réformes exigées par Israël et les États-Unis, Yasser Arafat doit se résigner, en février 2003, à nommer un Premier ministre qui sera Mahmoud Abbas. Un bras de fer oppose rapidement Arafat à son Premier ministre Mahmoud Abbas. Au centre des divergences, la Feuille de route pour la paix et la proposition de Mahmoud Abbas de nommer Mohammed Dahlan au poste de ministre de l'Intérieur. En 2004, Ariel Sharon franchit une étape supplémentaire en déclarant, le 2 avril, que son adversaire n'a « aucune assurance » sur la vie. Le journaliste israélien Uri Dan rapporte, dans son livre Ariel Sharon : entretiens intimes avec Uri Dan, une conversation téléphonique qui se serait alors tenue entre Ariel Sharon et George W. Bush, Sharon informant Bush qu'il ne se sentait plus tenu par la promesse qu'il lui avait faite en mars 2001 de ne pas toucher à la vie d'Arafat. Bush lui aurait répondu qu'il fallait laisser le destin de Arafat entre les mains de Dieu, ce à quoi Sharon avait répondu que parfois, « Dieu a besoin d'une aide ».

En octobre 2004, Arafat se plaint de douleurs à l'estomac et de vomissements. Malgré une première intervention chirurgicale dans son quartier général de la Mouqata'a à Ramallah, en Cisjordanie, le 25 octobre, sa santé continue à se dégrader. Le 29 octobre 2004, gravement malade, Yasser Arafat quitte Ramallah pour rejoindre la Jordanie, d'où il se rend en France, à bord d'un avion médicalisé. Il est hospitalisé dans l'hôpital d'instruction des armées Percy à Clamart. Il décède officiellement à Clamart le 11 novembre 2004, à 3 h 30, heure de Paris. (1) Amnon Kapeliouk, journaliste qui connaît Arafat, écrit « ... Dans leur article, les journalistes Amos Harel et Avi Isacharoff, soulignent que, pour de nombreux médecins, les symptômes faisaient plutôt penser à un empoisonnement. (...) Le 18 août 2004, j'ai personnellement assisté au discours du président Arafat devant le Conseil législatif palestinien, réuni à la Mouqata'a. Debout, la voix forte, il n'avait pas l'air malade. Le 28 septembre, lors du quatrième anniversaire de l'Intifada Al-Aqsa, je le revois pour la dernière fois. Il me salue avec l'accolade habituelle et prend de mes nouvelles. Tout va bien, al-hamdou li-llah, mais vous, Abou Ammar, vous avez perdu beaucoup de poids en peu de temps. »

« Son visage est amaigri, et il semble flotter dans ses vêtements. « Ce n'est rien », répond-il. Au mois d'octobre, son état de santé se dégrade. le 3 novembre, il sombre soudain dans le coma. Il souffre d'une série de symptômes graves, attribués à une toxine inconnue que les médecins français ne parviennent pas à détecter. Le 11 novembre, le président Yasser Arafat ferme les yeux pour toujours. Médecin des rois hachémites, le Jordanien Ashraf Al-Kourdi suivait également Abou Ammar, dont il connaissait par coeur le dossier médical. Lui aussi, peu après le décès de son patient, déclara percevoir des indices d'empoisonnement. (...) Douleurs dans les reins et l'estomac, absence totale d'appétit, diminution des plaquettes, perte de poids considérable, taches rouges sur le visage, peau jaune : « N'importe quel médecin vous dira qu'il s'agit là de symptômes d'empoisonnement (2). » »

Pour l'histoire, Arafat a failli être empoisonné par ses propres « frères palestiniens ». Kaddoumi accuse Mahmoud Abbas et Mohamed Dahlane d'avoir voulu tuer Arafat. Leïla Mazboudi écrit : Ayant accusé Abou Mazen et son ancien chef de la police préventive, Mohammad Dahlane, de faire partie du complot israélien pour tuer Arafat et d'autres dirigeants palestiniens, à la base d'un texte que lui aurait envoyé le leader défunt en personne, le chef du département politique de l'OLP compte révéler encore plus d'indices pour étayer ses accusations. Celui-ci détient des enregistrements vocaux du défunt Arafat, durant le blocus imposé par Israël au siège de l'Autorité palestinienne dans la Moukataâ, et précisément lorsqu'il a évincé Abbas qui était alors Premier ministre. (...). (3) Que reste-t-il de son héritage ? Depuis la mort de Yasser Arafat, son ancien Premier ministre, Mahmoud Abbas, est devenu son successeur à la tête de l'OLP et de l'Autorité palestinienne. Il faut ajouter à ce bref rappel la naissance du Hamas. Une grande partie du monde connaît superficiellement l'histoire du Hamas telle qu'elle est présentée par les médias occidentaux, l'histoire des kamikazes, les résultats d'élections, le déni de ce vote démocratique par les gouvernements occidentaux et plus récemment, la prise de pouvoir du Hamas sur le dysfonctionnement gouvernemental de la Bande de Ghaza. Le Fatah est directement associé aux échecs de l'Autorité palestinienne. Avec la reprise de la seconde Intifada en septem-bre 2000, le Fatah recule et c'est le Hamas qui en tire profit. Ainsi, depuis la mort de Yasser Arafat et le lancement de la démocratisation des territoires occupés, le Hamas devient un adversaire sérieux du Fatah. Le Hamas gagne les élections législatives palestiniennes de 2006 et pour la première fois, le Fatah perd le pouvoir. Si on ajoute à cela l'exaspération causée par la corruption au sein de l'Autorité palestinienne (principalement le Fatah), on comprend la prise en main manu militari de la Bande de Ghaza par le Hamas. Après la boucherie de décembre- janvier à Ghaza et qui a fait 1400 morts- Israël refuse de reconnaître le rapport Goldstone sur sa responsabilité.

"Rien, écrit René Naba, absolument rien, ne sera épargné à celui que l'on a surnommé parfois, à juste titre, « le plus célèbre rescapé politique de l'époque contemporaine », et ce prix Nobel de la Paix, un des rares arabes à se voir attribuer un tel titre, boira la coupe jusqu'à la lie. Le chef palestinien décédera pourtant le 11 novembre 2004, sans n'avoir cédé rien sur rien, sur aucun des droits fondamentaux de son peuple, pas plus sur le droit de disposer de Jérusalem comme capitale que sur le droit de retour de son peuple dans sa patrie d'origine. (...) » (4)

« De tous les grands pays arabes, seule l'Algérie accordera un soutien sans faille à la guérilla palestinienne, « Zaliman kana aw Mazloum », oppresseur qu'il soit ou opprimé, selon l'expression du président Boumediène. L'Égypte fait la paix avec Israël et l'Amérique se lie par la clause Kissinger, qui subordonne tout contact avec l'OLP à des conditions équivalant, selon les Palestiniens, à une capitulation sans condition. (...) 2003, l'invasion américaine de l'Irak offre à Ariel Sharon l'occasion de confiner Yasser Arafat dans sa résidence administrative, avec la complicité honteusement passive des pays occidentaux. (4)

« Sa stature sans commune mesure avec celle de son terne successeur, Mahmoud Abbas, un bureaucrate affairiste sans envergure et sans charisme, hante encore la conscience occidentale, cinq ans après sa mort. L'implosion politique de Mahmoud Abbas, le 5 novembre 2009, à six jours de la commémoration du décès de Yasser Arafat, justifie a posteriori le scepticisme du chef historique des Palestiniens à l'égard des pays

occidentaux et porte condamnation de la complaisance de son successeur à l'égard de la duplicité occidentale, en même temps qu'elle révèle la servilité de la diplomatie américaine et de son chef, Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, à l'égard d'Israël. Carbonisé par ses atterroissements dans l'affaire du rapport Goldstone sur Ghaza et par la rebuffade américaine à propos des colonies de peuplement, sa renonciation à une nouvelle mandature présidentielle apparaît d'autant plus cruellement pathétique qu'elle a coïncidé avec une cinglante leçon de courage que lui ont assénée de jeunes Palestiniens et des pacifistes israéliens en opérant, non sans risque, une percée dans le mur d'apartheid à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, une action qui a retenti comme un camouflet à Mahmoud Abbas et à Israël, un défi à la léthargie des instances internationales, un cadeau posthume à Yasser Arafat, initiateur de la lutte armée palestinienne.»(4)

Faute d'ailleurs d'avoir préparé sa succession, la Palestine se retrouve plus que jamais orpheline, Celui que ses concitoyens considèrent comme un second Moïse n'est pas entré dans la Terre promise. Qui redonnera la Terre à ces Palestiniens qui acceptent moins de 22% de la Palestine originelle ? L'espoir placé en l'Amérique d'Obama a été vite balayé par la réalité. Il n'y aura pas d'arrêt de colonisation, Israël continuera à expulser les citoyens de leurs habitations et à déier la communauté internationale Ainsi va le monde...

Pr Chems Eddine CHITOUR

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

13 novembre 2009

1. Yasser Arafat : Encyclopédie Wikipédia

2. Amnon Kapeliouk : Yasser Arafat a-t-il été assassiné ? Le Monde Diplomatique - Novembre 2005

3. Leïla Mazbouidi : Kaddoumi va divulguer les enregistrements. Al-Manar- 24 juillet 2009

4. René Naba : Yasser Arafat, Mister Palestine for ever. 07/11/2009

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Palestine-2009-Que-reste-t-il-de-l-heritage-symbolique-de-Yasser-Arafat.html>

1-7 Anas Fawzy : La leçon de Jérusalem.

Un seuil vient d'être franchi : depuis l'agression de Gaza, Israël poursuit désormais ouvertement une politique d'expansion territoriale ayant pour objectif l'expulsion totale des Palestiniens avec, provisoirement, le confinement du peuple palestinien dans des zones territorialement limitées, sous le contrôle total des forces armées israéliennes et dans un asservissement économique dont le seul parallèle récent ne peut être trouvé que dans les bantoustans du régime raciste d'Afrique du Sud.

Affirmer cela n'est aucunement une déclaration haineuse à l'égard des juifs, mais la constatation d'un état de fait dont la confirmation vient de la bouche même des autorités israéliennes lorsqu'elles déclarent tranquillement que le « peuple juif » a besoin d'espace pour faire face à la « croissance naturelle » de sa population. Israël s'attaque désormais à l'identité palestinienne elle-même à travers ce qui fait le fondement de la vie de tout musulman : l'islam. Pour révoltante que soit cette stratégie, elle n'en possède pas moins sa logique : en ôtant aux populations palestiniennes leur identité, Israël nie leur existence et les repousse dans une sorte de sous-humanité.

Lorsque l'on regarde une carte de Palestine, on ne peut pas manquer d'être frappé de la lente unification territoriale israélienne aux dépens des Palestiniens. Qui peut affirmer aujourd'hui qu'avec le contrôle des eaux du Jourdain, Israël ne va pas soudain « découvrir » que l'unification territoriale totale de la Palestine passe par la « rationalisation » des enclaves palestiniennes et une seconde émigration forcée vers d'autres territoires ?

C'est aux Etats voisins que, tôt ou tard, la question palestinienne sera posée. Israël proclame son acceptation d'une solution pacifique, mais la rend concrètement impraticable : l'extraordinaire morcellement territorial et la réduction lente mais inexorable des surfaces enlèvent toute réalité pratique à cette solution. Les zones palestiniennes ressemblent de plus en plus aux réserves indiennes en Amérique du Nord : selon les besoins, les frontières sont redessinées.

Tout ceci est sinistre mais connu, ce qui reste obscur c'est la solution. Il faut admettre une fois pour toutes qu'Israël a besoin de la guerre et du fantasme terroriste, pas les peuples de la région et encore moins les Palestiniens. Tout ce qui va dans le sens de la paix est une arme dirigée contre Israël, et tout ce qui va dans le sens de la guerre et de la violence est une arme qui lui est fournie.

Les Palestiniens sont supposés maintenant posséder un Etat : aux yeux des populations palestiniennes elles-mêmes, cela a-t-il un sens ? Du côté palestinien, les errements du Fatah ont facilité la création de deux entités palestiniennes qui ne se parlent que du bout des lèvres et sous la pression permanente de l'Egypte qui a la lucidité de comprendre qu'une Palestine à deux vitesses est la mort de l'Etat palestinien. Un peuple n'existe que s'il poursuit une grande idée commune : quelle est cette idée ? L'idée d'un Etat ne suffit pas : c'est un outil politique et non une grande idée qui concentre les énergies comme le sont l'identité ou la liberté ou la paix.

La première clé de la question palestinienne est en réalité le droit à une vie normale, c'est-à-dire le développement : la division actuelle des Palestiniens empêche toute idée d'un grand plan international de développement de la Palestine. Aucun financier n'accepte l'incompétence et la corruption, aucun financier n'accepte les gesticulations héroïques de certaines organisations dont l'impact négatif sur les opinions publiques de pays pourtant souvent favorables est un immense désastre. Le développement a besoin de stabilité, de confiance et de constance. Il a aussi besoin de nombreux amis. La tragédie actuelle vient non seulement des criminelles agressions israéliennes, mais aussi de l'attitude des dirigeants palestiniens plus préoccupés d'occuper le pouvoir que de gérer un pays. Les dirigeants palestiniens sont incapables de soutenir leur droit par des faits : lorsque des milices servent de forces de l'ordre, il n'y a ni droit ni ordre. Il ne s'agit pas de faire porter au peuple

palestinien la responsabilité de ce qui lui arrive, mais de questionner avec force la capacité de ses dirigeants actuels de ne plus être des chefs de bande, mais de devenir des chefs d'Etat. C'est ce que le reste du monde attend.

La seconde clé de la question palestinienne est d'accepter comme une donnée de fait qu'il y a un problème intérieur et extérieur, et que dans les deux cas, des ponts doivent être jetés. C'est ce qu'a compris l'Egypte, l'un des très rares pays arabes à entretenir des relations diplomatiques avec Israël. Prenons un exemple concret. Nous assistons tous les jours à des violences à Jérusalem : où est la voix des pays arabes pour y imposer une force internationale, ce à quoi l'opinion publique internationale et l'Europe sont prêtes ? En cas de guerre, les négociations ne peuvent se passer qu'entre Etats, comment en refusant de reconnaître Israël les Etats arabes comptent-ils faire entendre leur voix ? L'Arabie saoudite a fait des propositions dans le sens de la reconnaissance, en les assortissant de conditions pour sortir de cette impasse. Si Israël les a repoussées sans même les examiner sérieusement, c'est que ce qu'il perd en devenant un Etat reconnu par ses voisins est supérieur à ce qu'il gagne en restant un Etat hors la loi dans la région. Israël ne veut, en aucun cas, d'un dialogue avec les pays arabes : il compte sur la supposée faiblesse de ces Etats pour grignoter tranquillement des territoires nouveaux, le temps lui semble jouer en sa faveur. On comprend la difficulté qu'auraient les Etats arabes à reconnaître Israël, il faut cependant, à tout prix, et en se bouchant le nez s'il le faut, que les pays arabes ouvrent un pont.

Le seul moyen pour les Etats arabes de peser sur l'avenir de la région c'est de s'inscrire dans un cercle de plus en plus large d'amitiés et de confiance à défaut d'avoir les moyens militaires d'une autre politique.

Pourquoi l'Etat d'Israël s'attaque-t-il de plus en plus fréquemment à la liberté du culte musulman à Jérusalem ?

Nous devons nous convaincre que si c'est le droit le plus absolu des musulmans de Palestine — et d'ailleurs — d'aller prier dans leurs lieux saints, ce droit ne peut pas être exercé si on n'a pas la force de le faire respecter.

Telle est la leçon que nous fait entendre Jérusalem. L'histoire de la ville sainte est très tourmentée, mais ce qui la caractérise principalement c'est que les périodes de calme et de tolérance les plus longues sont celles qui se situent sous la domination musulmane. Il est extraordinaire que cette vérité ne soit pas plus largement connue et ne nourrisse pas la réflexion sur le sort de Jérusalem à l'échelle internationale. Cette longue période de tolérance ne serait-elle pas le fait de la sagesse de nos ancêtres qui montraient manifestement plus de goût pour la vie que pour le martyr ?

Anas Fawzy :

Source : Al-Ahram Hebdo

Mercredi 11 novembre 2009

Publié le 13 novembre 2009 avec l'aimable autorisation de AL-AHRAM Hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Anas_Fawzy.111109.htm

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19